



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2021-2022 / Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2021-2022



Canada 

ISSN 2563-3090

Key title: Annual report on the *Access to Information Act* 2021-2022 (Canada Energy Regulator)

[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2021-2022

© His Majesty the King in Right of Canada as represented by the Canada Energy Regulator 2022

GoC Cat. NE2-26/1-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :

Canada Energy Regulator

517 Tenth Avenue S.W.

Calgary, Alberta T2R 0A8

Fax: 403-292-5503

Phone: 403-292-4800

1-800-899-1265

Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2563-3090

Titre-clé : Rapport annuel 2021-2022 concernant la *Loi sur l'accès à l'information* (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Variante du titre : Annual report on the *Access to Information Act* 2021-2022

© Sa Majesté le Roi de droit du Canada représenté par la Régie de l'énergie du Canada 2022

GC, cat. NE2-26/1-PDF

Le rapport est publié dans les deux langues officielles, sur supports multiples. Il est possible d'en obtenir un exemplaire sur demande.

Renseignements :

Régie de l'énergie du Canada

517, Dixième Avenue S.-O.

Calgary (Alberta) T2R 0A8

Télécopieur : 403-292-5503

Téléphone : 403-292-4800

1-800-899-1265

Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2021-2022

ABOUT THE CANADA ENERGY REGULATOR

The Canada Energy Regulator regulates infrastructure to ensure safe and efficient delivery of energy to Canada and the world, protecting the environment, recognizing, and respecting the rights of the Indigenous peoples of Canada, providing timely and relevant energy information and analysis. The Minister of Natural Resources is responsible for this organization.

The CER ensures that energy adjudication processes are fair, timely, transparent, and accessible. We prevent harm to people and the environment throughout the lifecycle of energy-related activities. Canadians have access to relevant energy and pipeline information for knowledge, research or decision-making. Feedback provided by stakeholders and Indigenous peoples informs our decisions and our work. The right governance, resources, management systems, programs and services are in place to deliver our program results.

For more information about the CER please visit our website at: www.cer-rec.gc.ca.

Rapport annuel concernant *la Loi sur l'accès à* *l'information* 2021-2022

À PROPOS DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE DU CANADA

La Régie de l'énergie du Canada réglemente l'infrastructure énergétique afin d'assurer l'acheminement sécuritaire et efficace de l'énergie au Canada et ailleurs dans le monde, de protéger l'environnement, de reconnaître et de respecter les droits des peuples autochtones du Canada et de fournir des analyses et des informations pertinentes et opportunes sur l'énergie. L'organisation relève du ministre des Ressources naturelles.

La Régie de l'énergie du Canada assure les processus décisionnels relatifs aux projets énergétiques sont justes, rapides, transparents et accessibles. La Régie prévient les blessures aux personnes et les dommages à l'environnement tout au long du cycle de vie des activités liées à l'énergie. Les Canadiens ont accès à de l'information pertinente sur l'énergie et les pipelines, que ce soit pour acquérir des connaissances, faire des recherches ou prendre des décisions. Les commentaires des parties prenantes et des peuples autochtones éclairent les travaux et les décisions de la Régie. La structure de gouvernance, les ressources, les systèmes de gestion, les programmes et les services en place favorisent l'atteinte des résultats souhaités.

Pour un complément d'information sur la Régie, consultez son site Web à l'adresse www.cer-rec.gc.ca

THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The Access to Information Act (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions.

In accordance with section 94 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 94 of the Act. This report describes how the Canada Energy Regulator (CER) fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2021-22.

Organizational Structure

Access to information requests at the CER are processed by the ATIP Office, as part of the Open Government team, which reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, as the ATIP Coordinator.

Access to information requests are received primarily through two channels; through the mail or the ATIP Online Request Service (AORS), which was established in late 2018. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Data & Information Management department and then forwarded to the ATIP Office.

As of the end of 2021-22, the CER has four full-time employees who allocated a portion of their time to activities related to the Act. This includes the Group Leader ATIP, two ATIP Officers, and one ATIP Administrator.

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) accorde au public canadien un droit d'accès à l'information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées.

Conformément à l'article 94, le responsable de chaque institution fédérale est tenu de présenter au Parlement un rapport annuel sur l'administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Les rapports annuels sont déposés devant le Parlement conformément à l'article 94 de cette même loi. Le présent rapport décrit comment La Régie de l'énergie du Canada a assumé ses responsabilités en matière d'accès à l'information durant l'exercice 2021-2022.

Structure organisationnelle

Les demandes d'accès à l'information présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'AIPRP, au sein de l'équipe du gouvernement ouvert, qui relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, agissant à titre de coordonnateur.

Les demandes d'accès à l'information sont reçues principalement par la poste et par le service de demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne, mis sur pied vers la fin de 2018. Les demandes qui arrivent par la poste sont enregistrées dans le système de gestion des dossiers de la Régie par la section responsable au sein de l'équipe de la gestion de l'information et de l'architecture, puis elles sont acheminées au bureau de l'AIPRP.

À la fin de 2021-2022, quatre employés à plein temps de la Régie consacrent une partie de leur temps à des activités liées à la Loi. Cela comprend un Chef de groupe AIPRP, deux agents d'AIPRP ainsi qu'un administrateur à l'AIPRP.

Delegation Order

The CER Act designates the CER CEO with the authority to exercise the powers, duties and functions of the Act. The CEO has historically delegated this authority.

The ATIP Office reports to the VP, Data and Information Management to who the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

The delegation order remained the same as the previous reporting year. Under the current order, there are three Vice President positions that have been delegated full authority under the Act. They are: the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, Regulatory Strategy and Coordination and the VP, Performance and Results (alternate ATIP Coordinators). From an operational standpoint, granting this authority to three individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation order.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La Loi sur la Régie canadienne de l'énergie a désigné le président et premier dirigeant de la Régie pour exercer les pouvoirs, s'acquitter des devoirs et remplir les fonctions, qui sont prévus dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Toutefois, ces pouvoirs ont de tout temps été délégués par le président et premier dirigeant.

Le bureau de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information à qui les pouvoirs ont été délégués.

L'ordonnance de délégation est demeurée inchangée. Selon l'ordonnance actuelle, les pouvoirs ont été pleinement délégués à trois vice-présidents en vertu de la *Loi*. Il s'agit du vice-président de la gestion des données et de l'information (premier coordonnateur de l'AIPRP), du vice-président de la stratégie de réglementation et de la coordination et du vice-président du rendement et des résultats (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). D'un point de vue opérationnel, la délégation de ces pouvoirs à trois personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

Pour obtenir plus de renseignements statistiques, consultez l'annexe B.

Performance 2021-2022

In 2021-22, the CER received 31 requests under the Act. This is 50% more than the number of requests received in the previous reporting period.

The CER achieved a compliance rating of 86.7% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2021-22, which is a reduction over the previous year. The CER's ATIP Office will continue to strive for both improved compliance rates and quality of information released.

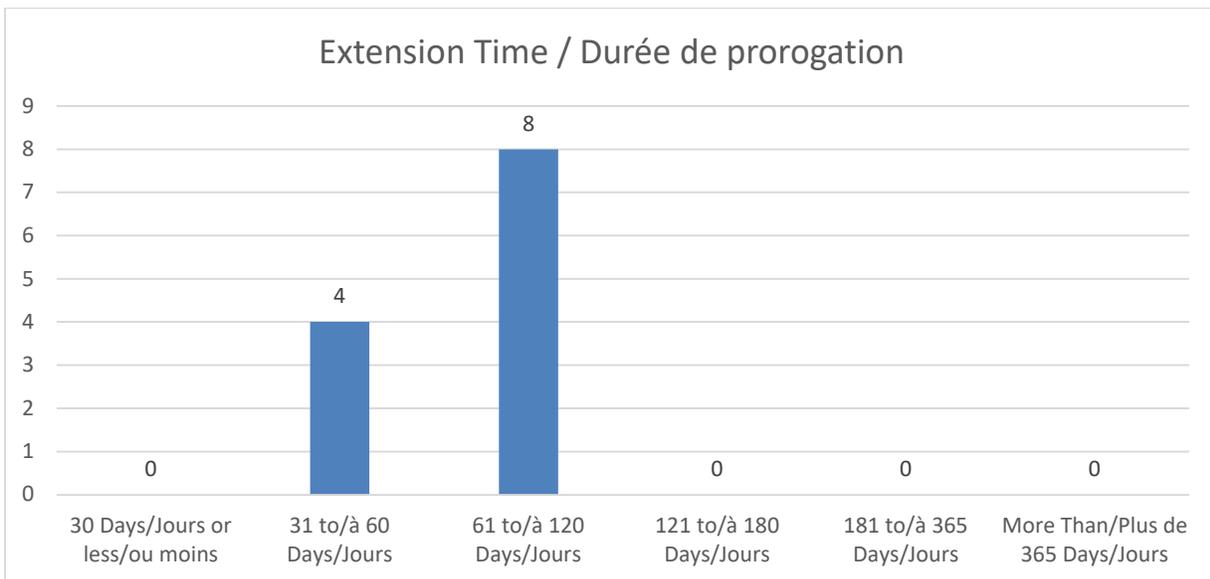
Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2021-22, the CER invoked extensions on 12 occasions, or on about 40% of files, a slight increase compared to 36% in the previous year. In six of these cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In five cases, an extension was required to conduct consultation. The last extension was invoked since the large volume of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with CER operations. All of the 12 extensions were for 120 days or less.

Rendement pour 2021-2022

En 2021-2022, la Régie a reçu 31 demandes au titre de la Loi. Il s'agit de 50 % de plus que le nombre de demandes reçues au cours de l'exercice précédente.

En 2021-2022, la Régie a traité 86,7 % des demandes reçues dans les délais prescrits par la Loi. Il s'agit d'une réduction par rapport à l'exercice précédent. Le bureau de l'AIPRP de la Régie continuera de s'efforcer d'améliorer les taux de conformité et la qualité de l'information diffusée.

L'article 9 de la Loi permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2021-2022, la Régie a obtenu 12 prorogations, soit pour environ 40 % des dossiers, une légère augmentation à 36 % l'année précédente. Dans six des cas, une prorogation était nécessaire pour aviser les tierces parties. Dans cinq autres, le délai a été prorogé pour permettre une consultation. La dernière prorogation a été demandée en raison du grand nombre de documents, qui rendait impossible le respect de la date limite originale sans entraver le fonctionnement de la Régie. Les douze prorogations étaient de 120 jours ou moins.



The CER also received 65 new informal requests, completing 64 during the reporting period. A total of 60 informal requests were previously released packages under the Act identified on the “Completed Access to Information Requests” posted on Canada’s Open Government site.

La Régie a également reçu 65 nouvelles demandes non officielles et en a traité 64 au cours de la période visée. De ces demandes non officielles, 60 concernaient des documents publiés précédemment conformément à la Loi, dans la section Demandes d’accès à l’information complétées du site Web du Gouvernement ouvert.

For requests closed during the reporting period, the CER processed a total of 9,966 pages and disclosed 6,910 pages to requesters. This represents an increase from the number of pages processed last fiscal year. The increased workload meant the ATIP Office focused on managing outstanding files.

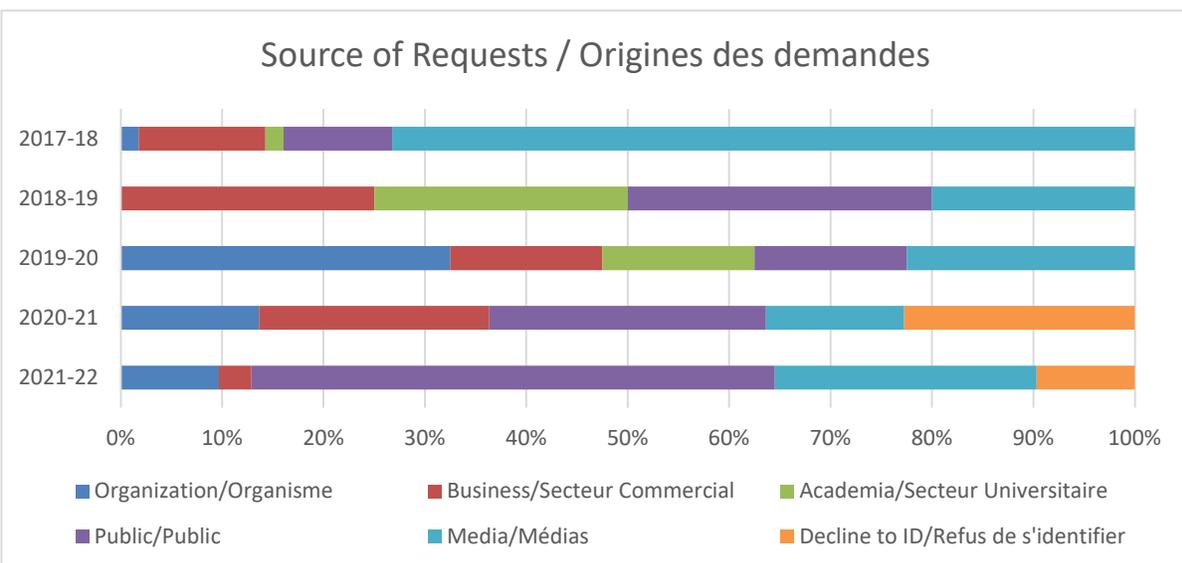
Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, précisons que la Régie a examiné 9 966 pages au total et en a communiqué 6 910 aux demandeurs. Cela représente une augmentation par rapport au nombre de pages traitées au cours de l’exercice précédent. Le bureau de l’AIPRP s’est concentré sur le traitement des dossiers en suspens par suite de l’augmentation de la charge de travail.

Other federal government agencies and departments also consulted the CER on 14 occasions on which the records under their control related to CER activities. The CER processed 385 pages for these consultations.

La Régie a été consultée à 14 reprises par d’autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers liés à ses activités. Elle a examiné 385 pages pour ces consultations.

The CER observed that the most frequent types of requesters in 2021-22 were the public (52%), followed by the media (26%), organization and decline to identify (10% each) and business (2%).

La Régie a remarqué qu’en 2021-2022, les demandes sont venues le plus souvent du public (52 %), suivi des médias (26 %), d’organisme et les refus de s’identifier (10 % chaque), et d’organisation (2 %).

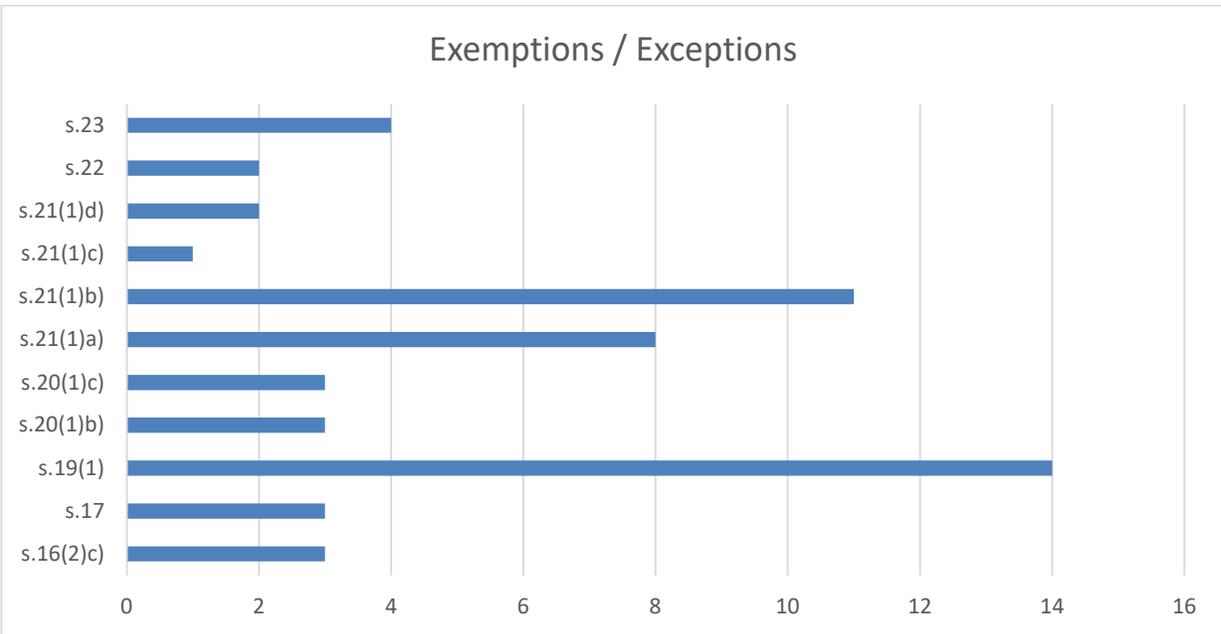


In 2021-22, the CER closed 30 requests. Of the requests closed during the reporting period, records for 23% were fully disclosed and 67% were disclosed in part. There were no requests for which relevant records were exempted in their entirety. Of the remaining requests, 3% were abandoned by the applicant and 7% had no records associated with them.

En 2021-2022, la Régie a fermé 30 dossiers. Les documents des dossiers fermés pendant la période visée 23 % des documents des dossiers fermés ont été entièrement divulgués, tandis que 67 % des documents ont été communiqués en partie. Les documents pertinents d'aucune demande n'ont été exemptés complètement. Des autres demandes, 3 % ont été abandonnée par la personne qui l'avait soumise et 7 % n'étaient reliées à aucun document.

Most of the exemptions invoked by the CER in 2021-22 fell under four sections of the Act: subsection 19(1), which protects personal information; paragraph 21(1)(b), which protect the deliberation process of public servants; paragraph 21(1)(a), which protects advice and recommendations; and section 23, which protects solicitor-client privileged information.

La plupart des exceptions invoquées par la Régie en 2021-2022 visaient quatre articles de la Loi : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; l'alinéa 21(1)b), qui protègent le processus de délibération des fonctionnaires; l'alinéa 21(1)a), qui protège des avis et recommandations; et l'article 23, qui protège le secret professionnel des avocats.



During the COVID-19 pandemic, all work was conducted remotely, with minimal disruption and a slight increase in processing time.

Pendant la pandémie de la COVID-19, tout le travail s'est poursuivi de la maison ; les perturbations ont été minimales et les délais de traitement ont subi une légère augmentation.

See annex A for further statistical information.

Pour obtenir plus de renseignements statistiques, consultez l'annexe A.

Reporting on Access to Information fees for the purposes of the *Service Fees Act*

The *Service Fees Act* requires a responsible authority to report annually to Parliament on the fees collected by the institution.

With respect to fees collected under the *Access to Information Act*, the information below is reported in accordance with the requirements of section 20 of the *Service Fees Act*.

- Authority : *Access to Information Act*
- Fee amount : \$5 fee per ATI request
- Total revenue: \$150 in 2021-2022
- Fees waived: \$5 in 2021-2022

In accordance with the Interim Directive on the Administration of the *Access to Information Act*, issued on May 5, 2016, and the changes to the *Access to Information Act* that came into force on June 21, 2019, the Canada Energy Regulator waives all fees prescribed by the Act and Regulations, other than the \$5 application fee set out in paragraph 7(1)(a) of the Regulations.

During 2021-2022, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$348,284 in salary costs and \$7,634 in goods and services costs to administer the Act.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2021-22, the ATIP Office delivered more direct outreach training. The COVID work from home environment and new technologies presented unique concerns related to meeting recordings. Specific guidance was drafted and communicated widely including the principle of meaningful consent.

Établir des rapports sur les frais d'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service*

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable fasse annuellement rapport au Parlement sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les frais perçus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements ci-dessous sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

- Autorité : *Loi sur l'accès à l'information*
- Montant : 5 \$ pour une demande d'accès à l'information
- Total des revenus : 150 \$ en 2021-22
- Frais dispensés : 5 \$ en 2021-22

Conformément à la *Directive provisoire concernant l'administration de la Loi sur l'accès à l'information* publiée le 5 mai 2016, et les changements à la loi entré en vigueur le 21 juin 2019, la Régie d'énergie du Canada dispense de tous les frais prévus par la Loi et le Règlement, à l'exception des frais de présentation de 5 \$ prévus à l'alinéa 7(1)a) du Règlement.

Au cours de 2021-2022, le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la Régie a engagé des coûts de 348 284 \$ en salaires et de 7 634 \$ en biens et services pour appliquer la Loi.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue d'accorder un intérêt particulier à la formation. En 2021-2022, le bureau a donné plus de formations directes. Le télétravail et les nouvelles technologies adoptées en raison de la pandémie de COVID-19 ont suscité des inquiétudes particulières en lien avec l'enregistrement des réunions. Des directives précises ont été mises en place et communiquées à tous, y compris la notion de consentement valable.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER continued to examine its ATIP procedures in an effort to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

As an organization that values openness and transparency, the CER strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2021–22, there were no new complaints registered with the Office of the Information Commissioner. Of the 32 outstanding complaints, 18 were closed. The CER will continue to work closely with the Office of the Information Commissioner to resolve the remaining 14 complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2021–22.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation sur le programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et accessibles à partir du site intranet, qui renferme aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a poursuivi l'examen de ses modalités en vue d'améliorer ses procédés et identifier les possibilités de réaliser des économies dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

En tant qu'organisme qui valorise l'ouverture et la transparence, la Régie s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la Loi. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et précises.

Sommaire des enjeux clés et mesures prises à l'égard des plaintes

En 2021-2022, aucune nouvelle plainte n'a été déposée au Commissariat à l'information. Des 32 plaintes en suspens, 18 ont été fermés. La Régie continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement les 14 plaintes en suspens.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada en 2021-2022.

Training on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* was offered by the ATIP Office which delivers both specialized training to respond to the needs of officers and clients, and general training to raise employees' awareness of their responsibilities under these Acts. In this regard, the CER reviewed its ATIP training materials (i.e. tasking email, PowerPoint presentation, etc.) towards improving its training and communications with CER leadership and staff.

In addition to its online training, the ATIP Office also delivered a number of well-received presentations on obtaining meaningful consent prior to meeting recordings as part of its training program.

During 2021-22, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – I015 course offered by the Canada School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 45 CER employees and 30 contractors registered for the course with 66 completing it successfully.

The ATIP Office anticipates that increased awareness of the Act amongst employees will improve their ability to collect records, help them better identify information for potential redaction, and enable them to better support the ATIP Office's processing of requests. The ultimate goal being release packages that are responsive to requesters.

The CER's ATIP Officers received training by attending webinars offered by the Treasury Board's Information and Privacy Policy Department. The ATIP Office also participated in this year's Right to Know week.

Une formation spécialisée relative à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et à la *Loi sur l'accès à l'information* a été offerte par le bureau de l'AIPRP pour répondre aux besoins des agents et des clients. De plus, une formation générale a été donnée pour sensibiliser davantage les employés à leurs responsabilités à cet égard. Dans cette optique, la Régie a revu sa documentation sur l'AIPRP (courriel d'attribution de tâches, présentation PowerPoint, etc.) afin d'améliorer sa formation et ses communications à l'intention de la direction et du personnel.

En plus de la formation en ligne, le bureau de l'AIPRP a donné des présentations sur l'obtention d'un consentement valable avant l'enregistrement de réunions, qui ont été bien accueillies dans le cadre de son programme de formation.

En 2021-2022, la Régie a continué de demander à tous ses employés et entrepreneurs de suivre un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (I015), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Au cours de la période visée par le rapport, 45 employés de la Régie et 30 entrepreneurs se sont inscrits à ce cours, 66 l'ont réussi.

Le bureau de l'AIPRP prévoit que la sensibilisation accrue des employés améliorera leur capacité à recueillir des documents, les aidera à mieux identifier l'information pouvant être caviardée et leur permettra de mieux appuyer le traitement des demandes. En fin de compte, le but est de communiquer des documents qui répondent aux besoins des demandeurs.

Les agents de l'AIPRP à la Régie ont assisté à des webinaires offerts par la Division de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. De plus, le bureau de l'AIPRP a participé cette année à la Semaine canadienne du droit à l'information.

Monitoring Compliance

With regard to the timeliness of processing requests, the ATIP Office regularly communicates progress updates to the ATIP Coordinator through the ATIP Group Leader. The ATIP Group Leader receives weekly updates from the ATIP Office regarding the status of all active requests, and has access to a central tracker that is updated on a regular basis to establish action items or flag upcoming due dates.

Surveillance de la conformité

Le bureau de l'AIPRP communique régulièrement les progrès réalisés dans le traitement des demandes au coordonnateur, par l'entremise du chef de groupe. Le chef de groupe de l'AIPRP reçoit un compte rendu hebdomadaire de toutes les demandes actives; il a accès à un système de suivi central qui est mis à jour régulièrement pour établir les points prioritaires ou signaler les dates d'échéance prochaines.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques



Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 4/1/2021 to 3/31/2022

Section 1: Requests Under the *Access to Information Act*

1.1 Number of requests

		Number of Requests
Received during reporting period		31
Outstanding from previous reporting periods		11
• Outstanding from previous reporting period	2	
• Outstanding from more than one reporting period	9	
Total		42
Closed during reporting period		30
Carried over to next reporting period		12
• Carried over within legislated timeline	7	
• Carried over beyond legislated timeline	5	

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	8
Academia	0
Business (private sector)	1
Organization	3
Public	16
Decline to Identify	3
Total	31

1.3 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	31
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	31

2.5 Pages re-released informally

Less Than 100 Pages Re-released		100-500 Pages Re-released		501-1000 Pages Re-released		1001-5000 Pages Re-released		More Than 5000 Pages Re-released	
Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released	Number of Requests	Pages Re-released
52	740	4	1051	0	0	3	4539	1	6100

Section 3: Applications to the Information Commissioner on Declining to Act on Requests

	Number of Requests
Outstanding from previous reporting period	0
Sent during reporting period	0
Total	0
Approved by the Information Commissioner during reporting period	0
Declined by the Information Commissioner during reporting period	0
Withdrawn during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 4: Requests Closed During the Reporting Period

4.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	5	2	0	0	0	0	0	7
Disclosed in part	1	8	1	5	2	0	3	20
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	1	1	0	0	0	0	0	2
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	1	1
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7	11	1	5	2	0	4	30

4.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	1	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	1	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	1	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	3	18(d)	0	21(1)(a)	8
13(1)(e)	2	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	11
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	1
14(a)	1	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	2
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	2
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	14	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	4
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	3	23.1	0
15(1) - S.A.*	2	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	3	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)(b)	0	17	3				
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

4.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
1	29	0	0	0	0

4.5 Complexity

4.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper and e-record formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
9966	6910	28

4.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed		60 - 120 Minutes Processed		More than 120 Minutes Processed	
	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	9	3	1	13
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	1
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	10	3	1	14

4.6 Closed requests

4.6.1 Requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	26
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	86.66666667

4.7 Deemed refusals

4.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations/ Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
4	0	4	0	0

4.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	4	4
Total	0	4	4

4.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	1	0	4	6
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	1	0
No records exist	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	1	0	5	6

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	2	2
61 to 120 days	1	0	3	4
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	1	0	5	6

Section 6: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived		Fee Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	30	\$150.00	1	\$5.00	0	\$0.00
Other fees	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	30	\$150.00	1	\$5.00	0	\$0.00

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Investigations and Reports of finding

9.1 Investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal Representations
0	0	12

9.2 Investigations and Reports of finding

Section 37(1) Initial Reports			Section 37(2) Final Reports		
Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner	Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner
4	4	0	19	19	0

Section 10: Court Action

10.1 Court actions on complaints

Section 41				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Court actions on third party notifications under paragraph 28(1)(b)

Section 44 - under paragraph 28(1)(b)
0

Section 11: Resources Related to the Access to Information Act

11.1 Allocated Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$348,284
Overtime		\$0
Goods and Services		\$7,634
• Professional services contracts	\$7,634	
• Other	\$0	
Total		\$355,918

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	3.840
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.038
Students	0.000
Total	3.878

Note: Enter values to three decimal places.



Supplemental Statistical Report on the Access to Information Act and the Privacy Act

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2021-04-01 to 2022-03-31

Section 1: Capacity to Receive Requests under the Access to Information Act and the Privacy Act

Enter the number of weeks your institution was able to receive ATIP requests through the different channels.

	Number of Weeks
Able to receive requests by mail	52
Able to receive requests by email	52
Able to receive requests through the digital request service	52

Section 2: Capacity to Process Records under the Access to Information Act and the Privacy Act

2.1 Enter the number of weeks your institution was able to process paper records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Paper Records	0	0	52	52
Protected B Paper Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Paper Records	0	0	52	52

2.2 Enter the number of weeks your institution was able to process electronic records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Electronic Records	0	0	52	52
Protected B Electronic Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Electronic Records	0	0	52	52

Section 3: Open Requests and Complaints Under the Access to Information Act

3.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2022	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2022	Total
Received in 2021-2022	7	0	7
Received in 2020-2021	0	0	0
Received in 2019-2020	0	2	2
Received in 2018-2019	0	0	0
Received in 2017-2018	0	2	2
Received in 2016-2017	0	1	1
Received in 2015-2016 or earlier	0	0	0
Total	7	5	12

3.2 Enter the number of open complaints with the Information Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2021-2022	0
Received in 2020-2021	0
Received in 2019-2020	0
Received in 2018-2019	0
Received in 2017-2018	12
Received in 2016-2017	0
Received in 2015-2016 or earlier	2
Total	14

Section 4: Open Requests and Complaints Under the Privacy Act

4.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2022	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2022	Total
Received in 2021-2022	2	1	3
Received in 2020-2021	0	0	0
Received in 2019-2020	0	0	0
Received in 2018-2019	0	0	0
Received in 2017-2018	0	0	0
Received in 2016-2017	0	0	0
Received in 2015-2016 or earlier	0	0	0
Total	2	1	3

4.2 Enter the number of open complaints with the Privacy Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2021-2022	0
Received in 2020-2021	0
Received in 2019-2020	0
Received in 2018-2019	0
Received in 2017-2018	0
Received in 2016-2017	0
Received in 2015-2016 or earlier	0
Total	0

Section 5: Social Insurance Number (SIN)

Did your institution receive authority for a new collection or new consistent use of the SIN in 2021-2022?	No
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: La Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2021 au 3/31/2022

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		31
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		11
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	2	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	9	
Total		42
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		30
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		12
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	7	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	5	

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	8
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	1
Organisation	3
Public	16
Refus de s'identifier	3
Total	31

1.3 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	31
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	31

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		65
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		1
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	1	
Total		66
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		64
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		2

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	63
Courriel	2
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	65

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
50	11	1	0	0	1	1	64

2.4 Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées		De 100 à 500 pages communiquées		De 501 à 1 000 pages communiquées		De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
4	113	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5 Pages recommandées informellement

Moins de 100 pages recommandées		De 100 à 500 pages recommandées		De 501 à 1 000 pages recommandées		De 1 001 à 5 000 pages recommandées		Plus de 5 000 pages recommandées	
Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées
52	740	4	1051	0	0	3	4539	1	6100

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

4.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	5	2	0	0	0	0	0	7
Communication partielle	1	8	1	5	2	0	3	20
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	1	0	0	0	0	0	2
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	1	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7	11	1	5	2	0	4	30

4.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18a)	1	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	1	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	1	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	3	18d)	0	21(1)a)	8
13(1)e)	2	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	11
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	1
14a)	1	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	2
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	2
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	14	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	4
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	3	23.1	0
15(1) - A.S.*	2	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	3	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)b)	0	17	3				
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1)g re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
1	29	0	0	0	0

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
9966	6910	28

4.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	6	29	1	167	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	16	248	1	113	0	0	3	9303	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	1	106	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	22	277	3	386	0	0	3	9303	0	0

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	9	3	1	13
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	10	3	1	14

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	26
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%)	86.66666667

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
4	0	4	0	0

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	4	4
Total	0	4	4

4.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	1	0	4	6
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	1	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	1	0	5	6

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	2	2
61 à 120 jours	1	0	3	4
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	1	0	5	6

Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	30	\$150.00	1	\$5.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	30	\$150.00	1	\$5.00	0	\$0.00

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations**7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations**

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	15	389	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	15	389	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	14	385	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	1	4	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations
0	0	12

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux			Article 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
4	4	0	19	19	0

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**11.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		348,284 \$
Heures supplémentaires		0 \$
Biens et services		7,634 \$
• Contrats de services professionnels	7,634 \$	
• Autres	0 \$	
Total		355,918 \$

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	3,840
Employés à temps partiel et occasionnels	0,000
Employés régionaux	0,000
Experts-conseils et personnel d'agence	0,038
Étudiants	0,000
Total	3,878

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : La Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 2021-04-01 au 2022-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

	Nombre de semaines
Capacité de recevoir des demandes par la poste	52
Capacité de recevoir des demandes par courriel	52
Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique	52

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents papiers non classifiés	0	0	52	52
Documents papiers Protégé B	0	0	52	52
Documents papiers Secret et Très secret	0	0	52	52

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents électroniques non classifiés	0	0	52	52
Documents électroniques Protégé B	0	0	52	52
Documents électroniques Secret et Très secret	0	0	52	52

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022	Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022	Total
Reçues en 2021-2022	7	0	7
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	2	2
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	2	2
Reçues en 2016-2017	0	1	1
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0	0	0
Total	7	5	12

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	12
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	2
Total	14

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022	Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022	Total
Reçues en 2021-2022	2	1	3
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0	0	0
Total	2	1	3

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0
Total	0

Section 5: Numéro d'assurance social (NAS)

Votre institution a-t-elle reçu l'autorisation de procéder à une nouvelle collecte ou à une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2021-2022?	Non
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de délégation de pouvoirs



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to section 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and section 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 16th day of February 2021.

Gitane De Silva
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, Regulatory Strategy and Coordination	Full authority	Full authority
Vice-President, Performance and Results	Full authority	Full authority



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 16 février 2021.

Gitane De Silva

Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, stratégie réglementaire et coordination	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président du rendement et des résultats	Autorité absolue	Autorité absolue